

## Nouvelles locales du mercredi 31 mars 2010

@rib News, 31/03/2010 | Sécurité - Le porte parole du parti Sahwanya Frodebu a pris le large après avoir été averti par ses amis qu'il allait être arrêté par la police burundaise. L'origine de cette cavale serait la sortie médiatique de Pascal Cimpaye sur la Radio Isanganiro concernant la mort de l'ancien président de l'OLUCOME Ernest Manirumva. Selon Pancrace Cimpaye, la police est brutale raison pour laquelle il a préféré se mettre à l'abri pour ne pas se laisser torturer. Il dit que le pouvoir pouvait même le tuer une fois arrêté, selon des sources à sa disposition. Il dit que le parquet de la Mairie de Bujumbura avait libéré un mandat d'arrêt d'urgence mardi soir pour avoir osé dire un mot sur l'assassinat de Manirumva. Notons que l'origine de cette situation est la publication par le journal Aube de la Démocratie, d'un article accusant les hauts gradés de la police d'avoir planifié et exécuté cet assassinat.

- Un homme de 67 ans a été tué mardi soir au tour de 19h à Rutumo en commune de Rumonge au sud du Burundi. Selon des sources sur place, les problèmes fonciers seraient à l'origine de ce meurtre. D'autres sources disent que ce homme serait victime de la chasse aux sorciers qui est devenue monnaie courante ces derniers jours dans cette partie du pays. La police dit avoir commencé des enquêtes pour identifier les coupables dans ce meurtre.

(Isanganiro/Bonesha/Rpa)- Une cache d'armes vient d'être découverte par la population de la colline Mpesi de la commune de Musigati en province de Bubanza. Cette province frontalière de la Kibira et de la RDC connaît une instabilité sécuritaire ces derniers jours. Selon des sources sur place, ces armes trouvées sont composées essentiellement de 7 bombes de mortier, 5 streams, 3 grenades et 35000 cartouches de kalachnikov et de mitrailleuse.

Ces armes ont été découvertes par deux personnes qui cultivaient dans leurs champs. La population des environs semble avoir eu peur suite à cet événement et a demandé au commissaire de police de faire des enquêtes pour trouver d'autres armes qui seraient encore cachées dans les parages. Ce dernier ne voit cependant pas les choses dans cette optique. Il demande plutôt à la population d'indiquer à la police où seraient d'autres armes. (Isanganiro) | Diplomatie

Après la publication du rapport par le département d'Etat Américain à la diplomatie sur la situation politico sécuritaire prévaut au Burundi, le président américain vient d'envoyer un envoyé spécial au Burundi pour suivre de près ce qui se passe actuellement au pays. Ce sénateur de l'Etat de Wisconsin est déjà entretenu avec les autorités du pays. Le président de la République Pierre Nkurunziza. Il est prévu une conférence de presse jeudi matin pour annoncer à la

presse les raisons de sa visite au Burundi. (Rpa) | Droit de l'homme - L'Aprodh en commune de Rumonge accuse la police de cette commune de ne pas respecter les droits des prisonniers malades. Selon des sources de cette commune, les prisonniers de la prison de Murembwe se font soigner les mains menottées. Selon les policiers qui gardent ces prisonniers à l'hôpital de Rumonge, cette pratique est vieille de plusieurs années et cela pour que ces détenus (malades) ne s'évadent pas, des propos relayés par les médecins de cet hôpital. Ces médecins semblent eux aussi être gênés

cette pratique car elle est contre le droit du malade. Le commissaire de police à Rumonge a dit ne pas avoir des informations sur cette pratique. (Bonesha/Isanganiro) | Sociétal - Le secrétaire général adjoint de la COSYBU, Mme Marie Bukuru, annonce la mise en retraite des fonctionnaires de l'Etat sans respect de la loi qui régit le travail au Burundi. Selon

Mme Bukuru, il y a un beau nombre de fonctionnaires qui ont servi beaucoup le pays et qui sont en train de subir des traitements dégradants. Elle souligne que ces derniers jours les fonctionnaires se sont rendus aux guichets de paye pour percevoir leur salaire et qu'à leur grande surprise, ils n'ont rien trouvé sur leurs comptes. A la demande de la raison derrière cette situation, Mme Bukuru dit qu'il leur a été signifié que ces fonctionnaires sont déjà en retraite. Elle dit

comprendre comment quelqu'un peut être envoyé en retraite sans en être averti conformément à la loi burundaise en vigueur. Elle demande à la Fonction publique de respecter la loi sur le travail au Burundi qui stipule que chaque fonctionnaire en âge de retraite doit être informé une année avant le début de sa retraite. La Fonction publique

contacte sur cette question est réservée de tout commentaire. (Isanganiro)- L'Aprodh et l'administration de Bugarama disent avoir été étonnés par le comportement du chef de poste de la police à Magara de protéger un certain Kabura Daniel accusé d'avoir violé une jeune fille de 13 ans. Selon Staphanie Bangirinama, responsable de l'Aprodh

cette partie de Bujumbura rural, le chef de poste de la position de Magara a refusé d'arrêter cet homme pour avoir violé une bonne qui travaillait chez lui. Ce chef de poste dit avoir reçu des ordres en provenance du commissaire provincial de la police à Bujumbura, lui demandant de ne pas arrêter ce présumé violeur mais plutôt de le protéger contre toute

menace. Ce présumé violeur se serait réfugié dans la ville de Bujumbura chez son beau frère qui est un haut gradé de la police comme l'indique cette responsable de l'Aprodh et le chef de zone Magara. (Isanganiro)- Cette fille violée a été mise au monde une fillette de 3 kg selon des sources de l'Association Nturengaho, qui prend en charge cette fille. Les sources médicales de l'hôpital Prince Régent Charles disent que cette fille a mis au monde dans des difficultés car elle a subi une césarienne. Cette fille n'est non plus en bonne santé car elle n'a pas quoi manger, ce qui la pousse

à ne pas avoir du lait en suffisance pour son bébé. (Rpa/Bonesha)